États financiers consolidés de

**Conférence régionale des élus de
l'Abitibi-Témiscamingue**

31 mars 2013 et 31 mars 2012

Conférence régionale des élus de l'Abitibi-Témiscamingue

31 mars 2013 et 31 mars 2012

Table des matières

Rapport de l'auditeur indépendant	1-2
États consolidés des résultats	3
États consolidés de l'évolution des actifs nets	4
Bilans consolidés	5
États consolidés des flux de trésorerie	6
Notes complémentaires des états financiers	7-13
Renseignements complémentaires	14-16

Rapport de l'auditeur indépendant

Au conseil d'administration de
Conférence régionale des élus de l'Abitibi-Témiscamingue

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de Conférence régionale des élus de l'Abitibi-Témiscamingue, qui comprennent les bilans consolidés au 31 mars 2013, au 31 mars 2012 et au 1 avril 2011, et les états consolidés des résultats, de l'évolution des actifs nets et des flux de trésorerie pour les exercices terminés le 31 mars 2013 le 31 mars 2012, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit assortie d'une réserve sur la situation financière au 31 mars 2012 et au 1 avril 2011 et sur les résultats de ses activités et sur ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé le 31 mars 2012 et notre opinion non modifiée sur la situation financière de la Conférence au 31 mars 2013, ainsi que sur les résultats de ses activités et sur ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé le 31 mars 2013.

Fondement de l'opinion avec réserve sur la situation financière, les résultats de ses activités et sur les flux de trésorerie

Comme l'explique la note 4, la Conférence a procédé, au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2012, à l'enregistrement des provisions de vacances et d'heures supplémentaires à payer sans appliquer de façon rétrospective cette correction comme l'exige les Normes canadiennes pour le secteur public. L'impact sur le bilan et l'état des résultats de la correction de cette erreur aurait été de réduire la charge de salaires de 144 409 \$ (2011, 24 128 \$), de réduire les produits des mandats spéciaux de 42 793 \$ (2011, néant), de réduire les actifs nets non affectés du début de 101 616 \$ (2011, 125 744 \$), de diminuer les revenus reportés de 2011 de 42 793 \$ et d'augmenter les passifs de 2011 de 144 409 \$.

Opinion avec réserve sur la situation financière, les résultats de ses activités et sur les flux de trésorerie

À notre avis, à l'exception des incidences possibles du problème décrit dans le paragraphe « Fondement de l'opinion avec réserve », les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Conférence régionale des élus de l'Abitibi-Témiscamingue au 1 avril 2011, ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé le 31 mars 2012, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Opinion sur la situation financière, les résultats de ses activités et sur les flux de trésorerie

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Conférence régionale des élus de l'Abitibi-Témiscamingue au 31 mars 2013 et au 31 mars 2012, ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé le 31 mars 2013, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Deloitte sennel.

Le 3 juin 2013

¹ CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A118014

**Conférence régionale des élus de
l'Abitibi-Témiscamingue**
États consolidés des résultats
Exercices terminés le 31 mars 2013 et le 31 mars 2012

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
	\$	\$
Produits		
Fonds de développement régional :		
Fonctionnement	1 125 000	1 250 000
Projets (Ententes spécifiques et Partenariat)	1 028 255	718 449
Intérêts	19 886	20 941
Remboursement de frais et autres	25 027	17 348
Mandats spéciaux (annexe C)	7 127 350	5 346 054
	<u>9 325 518</u>	<u>7 352 792</u>
Charges		
Rémunération du personnel (annexe A)	667 894	804 397
Frais de fonctionnement (annexe B)	445 441	461 271
Mandats spéciaux (annexe C)	7 127 350	5 374 418
Projets (Ententes spécifiques et Partenariat)	1 028 255	718 449
	<u>9 268 940</u>	<u>7 358 535</u>
Excédent des produits sur les charges (des charges sur les produits)	<u>56 578</u>	<u>(5 743)</u>

**Conférence régionale des élus de
l'Abitibi-Témiscamingue**

États consolidés de l'évolution des actifs nets

Exercices terminés le 31 mars 2013 et le 31 mars 2012

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
	\$	\$
Solde au début	371 428	377 171
Excédent des produits sur les charges (des charges sur les produits)	56 578	(5 743)
Solde à la fin	428 006	371 428

Conférence régionale des élus de l'Abitibi-Témiscamingue

Bilans consolidés

au 31 mars 2013, au 31 mars 2012 et au 1 avril 2011

	31 mars 2013	31 mars 2012	1 avril 2011
	\$	\$	\$
Actif			
À court terme			
Encaisse	2 028 944	961 006	1 379 997
Dépôts à terme, 0,50 % et 1,42 %, échéant entre mai 2013 et novembre 2014	2 080 861	2 067 658	2 062 793
Débiteurs (note 5)	1 287 259	706 696	1 082 508
	5 397 064	3 735 360	4 525 298
Immobilisations corporelles (note 6)	248 773	297 198	300 457
	5 645 837	4 032 558	4 825 755
Passif			
À court terme			
Créditeurs et charges à payer	490 934	328 476	912 269
Subventions reportées (note 7)	4 726 897	3 332 654	3 536 315
	5 217 831	3 661 130	4 448 584
Actifs nets	428 006	371 428	377 171
	5 645 837	4 032 558	4 825 755

Au nom du conseil

_____, administrateur

_____, administrateur

Conférence régionale des élus de l'Abitibi-Témiscamingue

États consolidés des flux de trésorerie

Exercices terminés le 31 mars 2013 et le 31 mars 2012

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
	\$	\$
Activités d'exploitation		
Excédent des produits sur les charges (des charges sur les produits)	56 578	(5 743)
Élément sans effet sur la trésorerie :		
Amortissement des immobilisations corporelles	60 663	66 406
	<u>117 241</u>	<u>60 663</u>
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement de fonctionnement	976 138	(411 642)
	<u>1 093 379</u>	<u>(350 979)</u>
Activités d'investissement		
Variation des dépôts à terme	(13 097)	(4 762)
Acquisition d'immobilisations corporelles	(12 238)	(63 147)
	<u>(25 335)</u>	<u>(67 909)</u>
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	1 068 044	(418 888)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	1 012 302	1 431 190
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin (note 8)	<u>2 080 346</u>	<u>1 012 302</u>

Conférence régionale des élus de l'Abitibi-Témiscamingue

Notes complémentaires des états financiers

31 mars 2013 et 31 mars 2012

1. Description de l'organisme

La Conférence est une personne morale légalement constituée en vertu de la Loi 34 (2003, chap. 29) sur le ministère du Développement économique et régional et de la Recherche et a été reconnue l'interlocuteur privilégié du gouvernement en matière de développement régional pour le territoire de la région administrative de l'Abitibi-Témiscamingue.

La Conférence a principalement pour mandat d'évaluer les organismes de planification et de développement aux paliers local et régional, dont le financement provient en tout ou en partie du gouvernement, de favoriser la concertation des partenaires dans la région et de donner, le cas échéant, des avis au ministre sur le développement de la région.

2. Adoption d'un nouveau référentiel comptable

Au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2013, la Conférence a adopté les Normes comptables canadiennes pour le secteur public en incluant les chapitres qui s'appliquent uniquement aux organismes sans but lucratif du secteur public (NCOSBLSP). Conformément au chapitre 2125 du Manuel de l'ICCA pour le secteur public intitulé « Première application par des organismes publics » (le « chapitre 2125 »), la date de transition aux nouvelles normes est le 1 avril 2011 et la Conférence a établi et présenté un bilan d'ouverture à la date de transition aux nouvelles normes. Ce bilan d'ouverture est le point de départ de la comptabilité de la Conférence selon les nouvelles normes. Dans son bilan d'ouverture, en vertu des recommandations du chapitre 2125, la Conférence :

- a) a comptabilisé tous les actifs et passifs dont la comptabilisation est prescrite par les nouvelles normes;
- b) n'a pas comptabilisé d'éléments en tant qu'actifs ou passifs si les nouvelles normes n'autorisent pas une telle comptabilisation;
- c) a reclassé les éléments qu'elle comptabilisait auparavant dans une catégorie donnée d'actifs, de passifs ou de composantes d'actifs nets, mais qui, selon les nouvelles normes, appartiennent à une autre catégorie;
- d) a appliqué les nouvelles normes pour l'évaluation de tous les actifs et passifs comptabilisés.

Conformément aux exigences du chapitre 2125, les méthodes comptables décrites à la note 3 ont été appliquées uniformément pour tous les exercices présentés dans ces états financiers consolidés. La Conférence ne s'est pas prévaluée des exemptions permises en vertu du chapitre 2125. Il n'y a eu aucun ajustement qui découle de l'adoption des nouvelles normes que ce soit sur les bilans consolidés au 31 mars 2013, au 31 mars 2012 et au 1er avril 2011 et les actifs nets au 31 mars 2013, au 31 mars 2012 et au 1er avril 2011 ou l'état consolidé des résultats et des états consolidés des flux de trésorerie pour les exercices terminés le 31 mars 2013 et le 31 mars 2012.

Conférence régionale des élus de l'Abitibi-Témiscamingue

Notes complémentaires des états financiers

31 mars 2013 et 31 mars 2012

3. Méthodes comptables

Les états financiers ont été dressés selon les NCOSBLSP et tiennent compte des principales méthodes comptables suivantes :

Principes de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de la Conférence et ceux de l'Observatoire de l'Abitibi-Témiscamingue, qui est un organisme contrôlé par la Conférence.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent l'encaisse et les dépôts à terme échéant dans un délai de moins de 3 mois au moment de leur acquisition.

Instruments financiers

Les actifs et les passifs financiers sont évalués initialement au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêts effectif à l'exception des dérivés et des placements de portefeuille constitués d'instruments de capitaux propres cotés sur un marché actif. Ces instruments financiers sont évalués à la juste valeur, le cas échéant.

Dans le cas des actifs financiers, lorsqu'un placement de portefeuille ou un prêt subit une moins-value durable ou que la valeur de recouvrement nette est moindre que le coût leur valeur comptable doit le refléter et cette réduction est présentée à l'état des résultats. Elle ne doit pas être annulée s'il se trouve que la valeur du placement remonte par la suite sauf si l'élément est classé à la juste valeur. La provision pour moins-value constituée à l'égard du prêt peut être réduite par la suite si des événements le justifient.

Constatation des produits

La Conférence applique la méthode du report pour comptabiliser les apports. Les apports affectés sont constatés à titre de produits de l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées. Les apports non affectés sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable.

Les produits de placements sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont gagnés.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles acquises sont comptabilisées au coût. L'amortissement du mobilier, équipement et agencement est calculé selon la méthode de l'amortissement dégressif au taux de 20 %.

Conférence régionale des élus de l'Abitibi-Témiscamingue

Notes complémentaires des états financiers

31 mars 2013 et 31 mars 2012

3. Méthodes comptables (suite)

Ventilation des charges communes

La Conférence ventile certaines de ses charges par mandats. Les charges de rémunération du personnel et les frais de fonctionnement sont répartis aux différents mandats selon les heures travaillées par les différents membres du personnel pour chaque mandat. Le détail de cette répartition est présenté à l'annexe C.

Utilisation d'estimations

Dans le cadre de la préparation des états financiers, conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, la direction doit établir des estimations et des hypothèses qui ont une incidence sur les montants des actifs et des passifs présentés et sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants des produits d'exploitation et des charges constatés au cours de la période visée par les états financiers. Parmi les principales composantes des états financiers exigeant de la direction qu'elle établisse des estimations figurent la provision pour créances douteuses à l'égard des débiteurs, les durées de vie utiles des actifs à long terme, les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, la juste valeur de certains instruments financiers et les passifs dans le cadre des éventualités juridiques. Les résultats réels pourraient varier par rapport à ces estimations.

4. Vacances et heures supplémentaires à payer

Au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2012, la Conférence a procédé à l'enregistrement des vacances et des heures supplémentaires à payer à la date du bilan. Ces postes de passifs n'étaient antérieurement pas comptabilisés aux états financiers, ce qui ne respectait pas le chapitre 3200, Passifs, des Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Puisque les montants de ces provisions pour les exercices antérieurs sont connus et ont pu être évalués, la comptabilisation aurait dû être appliquée de façon rétrospective avec redressement des exercices antérieurs. Par contre, la Conférence a appliqué la correction dans l'exercice terminé le 31 mars 2012, ce qui ne respecte pas les Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2012, l'impact sur le bilan et l'état des résultats de la correction de cette erreur aurait été de réduire la charge de salaires de 144 409 \$, de réduire les produits des mandats spéciaux de 42 793 \$, de réduire les actifs nets non affectés du début de 101 616 \$ (2011, 125 744 \$), de diminuer les revenus reportés de 2011 de 42 793 \$ et d'augmenter les passifs de 2011 de 144 409 \$.

**Conférence régionale des élus de
l'Abitibi-Témiscamingue**
Notes complémentaires des états financiers
31 mars 2013 et 31 mars 2012

5. Débiteurs

	31 mars 2013	31 mars 2012	1 avril 2011
	\$	\$	\$
Subventions et autres	1 254 711	682 688	1 064 227
TPS et TVQ	32 548	24 008	18 281
	1 287 259	706 696	1 082 508

6. Immobilisations corporelles

	31 mars 2013		
	Coût	Amortis- sément cumulé	Valeur comptable nette
	\$	\$	\$
Mobilier, équipement et agencement	745 154	496 381	248 773

	31 mars 2012		
	Coût	Amortis- sément cumulé	Valeur comptable nette
	\$	\$	\$
Mobilier, équipement et agencement	775 369	478 171	297 198

	1 avril 2011		
	Coût	Amortis- sément cumulé	Valeur comptable nette
	\$	\$	\$
Mobilier, équipement et agencement	712 221	411 764	300 457

L'amortissement des immobilisations corporelles se chiffre à 60 663 \$ au 31 mars 2013 (2012, 66 406 \$) et est inclus dans les frais de fonctionnement et dans les charges de l'Observatoire de l'Abitibi-Témiscamingue.

**Conférence régionale des élus de
l'Abitibi-Témiscamingue**
Notes complémentaires des états financiers
31 mars 2013 et 31 mars 2012

7. Subventions reportées

Les subventions reportées représentent des ressources non dépensées qui, en vertu d'affectations d'origine interne, sont destinées aux différentes activités confiées à la Conférence par le Gouvernement du Québec ou par d'autres organismes, pour les exercices subséquents.

Le détail est le suivant :

Mandats spéciaux et Fonds de développement régional	Solde au 1 avril 2012 \$	Montants alloués au cours de l'exercice \$	Montants utilisés \$	Montants transférés à d'autres projets \$	Solde au 31 mars 2013 \$
Observatoire de l'Abitibi- Témiscamingue	39 434	234 485	192 390	-	81 529
Fonds de développement régional	484 935	2 269 997	1 028 255	1 375 500	351 177
Fonds régional d'investissement jeunesse	725 663	446 530	200 354	265 000	706 839
FJAT - Fonctionnement (annexe D)	-	253 722	253 722	-	-
AJS - Engagement	72 478	204 694	234 073	-	43 099
AJS - CROJAT	14 521	-	-	-	14 521
Engagement jeunesse	11 013	67 257	82 362	-	(4 092)
ComaxAT	134 418	90 000	99 608	-	124 810
CRRNT	(40 545)	1 435 006	1 322 124	-	72 337
PPRVF	22 000	-	-	-	22 000
VAT	3 166	574 200	540 254	-	37 112
Entente agroalimentaire	540 000	350 000	50 000	-	840 000
Entente sur le transport	(3 899)	146 216	31 742	-	110 575
Entente Aînés	62 542	148 750	111 217	-	100 075
Entente CALQ	33 333	90 000	97 500	-	25 833
Entente Femme-jeunesse	41 443	655	34 969	7 129	-
Entrepreneuriat	6 719	-	-	6 719	-
Culture entrepreneuriale	244 793	6 719	167 440	-	84 072
Médias communautaires	9 380	-	-	-	9 380
Comité plein air	11 934	-	11 934	-	-
Entente sur l'immigration	71 561	125 348	179 513	-	17 396
Tourisme	34 000	-	101	-	33 899
Soldes à reporter	2 518 889	6 443 579	4 637 558	1 654 348	2 670 562

**Conférence régionale des élus de
l'Abitibi-Témiscamingue**
Notes complémentaires des états financiers
31 mars 2013 et 31 mars 2012

7. Subventions reportées (suite)

Mandats spéciaux et Fonds de développement régional	Solde au 1 avril 2012 \$	Montants alloués au cours de l'exercice \$	Montants utilisés \$	Montants transférés à d'autres projets \$	Solde au 31 mars 2013 \$
Soldes reportés	2 518 889	6 443 579	4 637 558	1 654 348	2 670 562
Réussite éducative	514 047	864 223	585 828	-	792 442
Jeunes en milieu rural	-	10 000	5 471	-	4 529
Entente égalité entre les hommes et les femmes	51 668	33 800	49 368	-	36 100
Économie Sociale	41 500	70 000	82 500	-	29 000
PMVRMF Volet II	6 000	2 379 000	2 379 000	6 000	-
Fonds Québécois d'initiatives sociales	(10 511)	1 262 094	307 219	-	944 364
Projet - logement & ruralité	-	108 000	57 736	-	50 264
Tournée régionale sur l'habitation	-	15 000	626	-	14 374
Entente VHR	61 061	-	321	-	60 740
Plan Stratégique	150 000	24 500	49 978	-	124 522
	3 332 654	11 210 196	8 155 605	1 660 348	4 726 897

8. Trésorerie et équivalents de trésorerie

	31 mars 2013 \$	31 mars 2012 \$	1 avril 2011 \$
Encaisse	2 028 944	961 006	1 379 997
Dépôt à terme échéant dans moins de 3 mois	51 402	51 296	51 193
	2 080 346	1 012 302	1 431 190

Conférence régionale des élus de l'Abitibi-Témiscamingue

Notes complémentaires des états financiers

31 mars 2013 et 31 mars 2012

9. Engagements

Les versements minimums relatifs à des contrats de location-exploitation de locaux échéant jusqu'en avril 2019 incluant une option de renouvellement de 5 ans totalisent 913 556 \$. Les versements minimums pour les 5 prochains exercices se répartissent de la façon suivante :

	\$
2014	176 054
2015	176 934
2016	177 819
2017	178 708
2018	179 602

10. Avantages sociaux futurs

La Conférence participe à un régime de retraite simplifié du Groupe Industrielle Alliance. Le régime est un régime à cotisations déterminées offert aux employés qui désirent y participer.

La contribution de l'employeur au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2013 se chiffre à 63 057 \$ (2012, 50 785 \$).

11. Instruments financiers

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque découlant de la possibilité qu'une contrepartie ne s'acquitte pas de ses obligations. La Conférence est exposée au risque de crédit imputable à ses débiteurs.

La Conférence évalue périodiquement le risque de pertes sur ses débiteurs et maintient des provisions pour mauvaises créances qui sont représentatives de ce risque.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Conférence ne soit pas en mesure de remplir ses obligations financières à leur échéance. La Conférence surveille le solde de son encaisse et ses flux de trésorerie qui découlent de son exploitation pour être en mesure de respecter ses engagements. Aux 31 mars 2013, 31 mars 2012 et 1 avril 2011, les principaux passifs financiers de la Conférence étaient les suivants : les créanciers et charges à payer.

**Conférence régionale des élus de
l'Abitibi-Témiscamingue**
Renseignements complémentaires
Exercices terminés le 31 mars 2013 et le 31 mars 2012

Rémunération du personnel - Annexe A

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
	\$	\$
Salaires et avantages sociaux	794 780	907 977
Remboursement des salaires - mandats spéciaux	(126 886)	(103 580)
	<u>667 894</u>	<u>804 397</u>

Frais de fonctionnement - Annexe B

Locaux et frais rattachés aux locaux	230 999	223 745
Entretien et réparations	32 616	48 068
Amortissement des immobilisations corporelles	59 615	65 095
Instances politiques	79 248	69 700
Frais des permanents	75 853	74 688
Services professionnels	77 257	71 265
Communications et publicité	71 754	71 656
Commandites	16 498	19 825
Biens non durables	10 273	21 093
Frais de financement	1 492	636
Déficits des groupes - FJAT Fonctionnement (annexe D)	14 187	-
Remboursement des charges - mandats spéciaux	(224 351)	(204 500)
	<u>445 441</u>	<u>461 271</u>

**Conférence régionale des élus de
l'Abitibi-Témiscamingue**
Renseignements complémentaires
Exercices terminés le 31 mars 2013 et le 31 mars 2012
Mandats spéciaux - Annexe C

	2013				2012			
	Produits		Charges		Produits		Charges	
	Fonds de développement régional \$	Autres sources \$	Total \$	Rémuné- ration du personnel \$	Dépenses spécifiques \$	Adminis- tration \$	Total \$	Total \$
Fonds régional d'investissement jeunesse	-	200 354	200 354	-	200 354	-	200 354	162 716
FJAT - Fonctionnement (annexe D)	-	253 722	253 722	161 079	55 035	37 608	253 722	209 037
AJS - Engagement	-	234 073	234 073	-	234 073	-	234 073	207 148
AJS - CROJAT	-	-	-	-	-	-	-	9 830
Engagement jeunesse	-	82 362	82 362	64 283	18 079	-	82 362	67 257
ComaxAT	-	99 608	99 608	-	99 608	-	99 608	167 890
CRRNT	-	1 322 124	1 322 124	350 252	896 656	75 216	1 322 124	781 794
PPRVF	-	-	-	-	-	-	-	28 882
VAT	-	540 254	540 254	153 238	352 542	34 474	540 254	338 009
Entente agrolimentaire	-	50 000	50 000	-	50 000	-	50 000	10 000
Entente algonquine	-	-	-	-	-	-	-	18 529
Entente PMA	-	-	-	-	-	-	-	187 214
Entente sur le transport	-	31 742	31 742	15 351	10 515	5 876	31 742	149 150
Entente Aînés	-	111 217	111 217	8 000	101 217	2 000	111 217	274 119
Entente CALQ	-	97 500	97 500	-	97 500	-	97 500	146 667
Entente Femme-jeunesse	-	34 969	34 969	-	34 969	-	34 969	10 780
Culture entrepreneuriale	-	167 440	167 440	-	167 440	-	167 440	60 127
Comité plein air	-	11 934	11 934	-	11 934	-	11 934	18 000
Observatoire de l'Abitibi-Témiscamingue	190 142	2 248	192 390	126 585	36 032	29 773	192 390	232 558
Entente sur l'immigration	-	179 513	179 513	-	179 513	-	179 513	278 556
Tourisme	-	101	101	-	101	-	101	126 000
Réussite éducative	-	585 828	585 828	89 274	477 750	18 804	585 828	171 200
Logements sociaux	-	57 736	57 736	52 770	4 966	-	57 736	-
Entente égalité entre les hommes et les femmes	2 000	47 368	49 368	-	47 572	1 796	49 368	19 747
Jeunes en milieu rural	-	5 471	5 471	-	5 471	-	5 471	-
Économie Sociale	82 500	-	82 500	-	82 500	-	82 500	82 500
PMVRMF Volet II	-	2 379 000	2 379 000	-	2 379 000	-	2 379 000	1 421 400
Fonds québécois d'initiatives sociales	-	307 219	307 219	94 678	193 737	18 804	307 219	49 470
Opération Charme	-	-	-	-	-	-	-	41 039
Tournée régionale sur l'habitation	-	626	626	-	626	-	626	-
Plan stratégique	-	49 978	49 978	-	49 978	-	49 978	19 500
Entente VHR	-	321	321	-	321	-	321	56 935
	274 642	6 852 708	7 127 350	1 115 510	5 787 489	224 351	7 127 350	5 346 054
								5 374 418

**Conférence régionale des élus de
l'Abitibi-Témiscamingue**
Renseignements complémentaires
Exercices terminés le 31 mars 2013 et le 31 mars 2012

FJAT - Fonctionnement - Annexe D

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
	\$	\$
Produits		
Subvention protocole SAJ	185 285	179 691
Remboursement - table de concertation des forums jeunesse régionaux du Québec	6 788	3 546
AJS - Participation citoyenne	10 000	10 000
Contribution de la CREAT	14 187	-
Entente Femmes	7 129	-
Intérêts du FRIJ	10 333	15 800
FRIJ pour projet	20 000	-
	<u>253 722</u>	<u>209 037</u>
Charges		
Salaires et avantages sociaux	161 079	148 788
Gestion	37 608	36 000
Communications (publicités, outils promotionnels)	1 838	1 397
Déplacements et frais de réunion	28 103	34 395
Honoraires professionnels	1 790	2 819
Fournitures de bureau	-	740
Activités spécifiques	23 304	-
	<u>253 722</u>	<u>224 139</u>
Excédent des charges sur les produits	-	(15 102)